 GOVERNEMENT <small>Liberté Égalité Fraternité</small>	<p>Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</p>
	<p>Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p>
	<p>Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Commune de Saint Cergues
SIRET/SIREN
Siret : 217 402 296 00016 Siren : 217 402 296
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
Monsieur le Maire 963 rue des Allobroges 74140 SAINT CERGUES Tel : 04 50 43 12 92 service-urbanisme@saint-cergues.fr

Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Gabriel DOUBLET, maire de Saint-Cergues
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Raphaël MICHAULT , service urbanisme
Delphine PELLETAN , urbaniste, Espaces et Mutations
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
Raphaël MICHAULT , service urbanisme Mairie 963 rue des Allobroges - 74140 SAINT CERGUES Tel : 04 50 43 12 92 service-urbanisme@saint-cergues.fr Delphine PELLETAN SARL ESPACES ET MUTATIONS, 27 rue Adrastée, 74650 CHAVANOD Tel : 04 50 69 051 98 / 06 84 32 95 18 delphine.pelletan@espaces-et-mutations.com
2. Identification du PLU
2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))
PLU
2.2 Intitulé du document
Modification simplifiée n°4 du PLU
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/ La dernière procédure d'évolution a été approuvée le 01/07/2021. Le PLU a fait l'objet d'une mise à jour de ses annexes par arrêté du Maire en date du 02/11/2022.
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
Commune de Saint Cergues
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
La modification simplifiée N°4 concerne uniquement les règles relative au bâtiment patrimonial n°38 de l'ancienne cure, situé au cœur de la centralité, à côté de l'église et de la mairie, en zone UE.

3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
Révision du PLU : avis tacite, réputé sans observation, le 21/01/2016
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas conduisant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ? <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
Une actualisation de l'évaluation environnementale a été réalisée dans le cadre de la révision allégée n°1. Dossier n°2019-ARA-AUPP-00813 - Absence d'avis en date du 30/10/2019.
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
Aucune conséquence pour la procédure actuelle qui limite ses effets au bâtiment patrimonial N°38.
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Modification n°1, modification simplifiée n°1, modification simplifiée n°2. La modification simplifiée n°3 a été prescrite en décembre 2021 mais la commune y a renoncé en février 2022.
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet
La dernière modification simplifiée N°2 a été approuvée le 1 ^{er} juillet 2021
4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine
4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique
Modification simplifiée n°4 du PLU
4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU
4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)
3 714 habitants en 2021

4.2.2 Caractéristiques spatiales

Superficie totale (en hectares)	12,46,7 ha			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	198,9	16,0 %	198,9	16,0 %
zones 1 AU	8,8	0,7 %	8,8	0,7 %
zones 2 AU	1,4	0,1 %	1,4	0,1 %
zones A	409,2	32,8 %	409,2	32,8 %
zones N	628,4	50,4%	628,4	50,4%
Total	1246,7	100%	1246,7	100%

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

Objectif issu du PADD du PLU approuvé en 2016 :

Limiter la consommation d'espace en définissant une enveloppe constructible dégageant un potentiel environ 9,5 ha pour les 10 prochaines années (pour mémoire, la commune a connu une consommation de 14,2 ha par l'urbanisation entre 2004 et 2015 dont 12 ha pour l'habitat)

Axe n°3 : MAÎTRISER ET STRUCTURER LE DÉVELOPPEMENT URBAIN

Constat

Une forte consommation spatiale marque le territoire de Saint-Cergues depuis les années 40. Elle se caractérise par un habitat pavillonnaire diffus et s'accompagne d'un large mitage des terres agricoles.

Le PLU favorisera une diversification de l'offre de logements afin d'assurer un parcours résidentiel au sein de la commune. En outre, il s'agira de favoriser des formes urbaines plus denses et d'encourager une urbanisation au cœur de l'enveloppe urbaine identifiée préalablement.

Orientations générales du PADD

- Favoriser le développement de formes urbaines plus denses dans un souci d'économie de l'espace et poursuivre la densification de l'offre.
- Optimiser l'urbanisation au sein de la centralité et de l'enveloppe bâtie des hameaux, afin de :
 - limiter la consommation spatiale et le mitage de l'urbanisation
 - limiter les déplacements induits par l'urbanisation diffuse
 - limiter les coûts induits pour l'amélioration des réseaux

Actions – Outils de planification retenus

- Favoriser la diversification des formes urbaines en faveur de l'habitat collectif et de l'habitat dit intermédiaire
- Maîtriser le développement de l'habitat individuel (maximum 15% des logements neufs)
- Intégrer la notion de parcours résidentiel en proposant une offre variée de logements
- Evaluer le potentiel mobilisable dans l'enveloppe urbanisée
- Limiter la consommation d'espace en définissant une enveloppe constructible dégageant un potentiel environ 9,5 ha pour les 10 prochaines années (pour mémoire, la commune a connu une consommation de 14,2 ha par l'urbanisation entre 2004 et 2015 dont 12 ha pour l'habitat)**
- Envisager la mise en place d'un ou plusieurs périmètres de requalification urbaine
- Pour les nouveaux logements, tendre vers une meilleure densité des constructions
- Hiérarchiser les pôles de développement (la centralité) et prioriser les secteurs situés au sein de l'enveloppe urbaine
- Permettre une densification et une structuration de l'urbanisation au sein de l'enveloppe urbaine des hameaux

4.3 Caractéristiques de la procédure
4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure
<p>Ainsi, il apparait nécessaire de modifier le PLU pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> Faire évoluer le règlement écrit pour ajuster la rédaction de la règle relatives aux évolutions des bâtiments repérés comme patrimoniaux au titre de l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme. S'agissant d'une modification simplifiée, seule la règle concernant le bâtiment n °38 sera modifiée. Il n'est procédé à aucune modification du règlement graphique ni des OAP. <p>La modification simplifiée n°4 agira donc sur le point suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> Règle d'évolution du bâtiment patrimonial n°38 de l'ancienne cure
4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
//
Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
//
4.3.4 La procédure a pour objet :
- de créer un espace boisé classé <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de déclasser un espace boisé classé <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

<p>- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers</p> <p><input type="checkbox"/>Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/>Non</p>
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<p>- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier</p> <p><input type="checkbox"/>Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/>Non</p>
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<p>- de créer de nouvelles protections environnementales</p> <p><input type="checkbox"/>Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/>Non</p>
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<p>- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels</p> <p><input type="checkbox"/>Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/>Non</p>
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet
–Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
–Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <p><input type="checkbox"/>Oui</p> <p><input type="checkbox"/>Non</p>
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)
–Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
–Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <p><input type="checkbox"/>Oui</p> <p><input type="checkbox"/>Non</p>
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur

Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la **rubrique 3.1**, intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser les effets

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

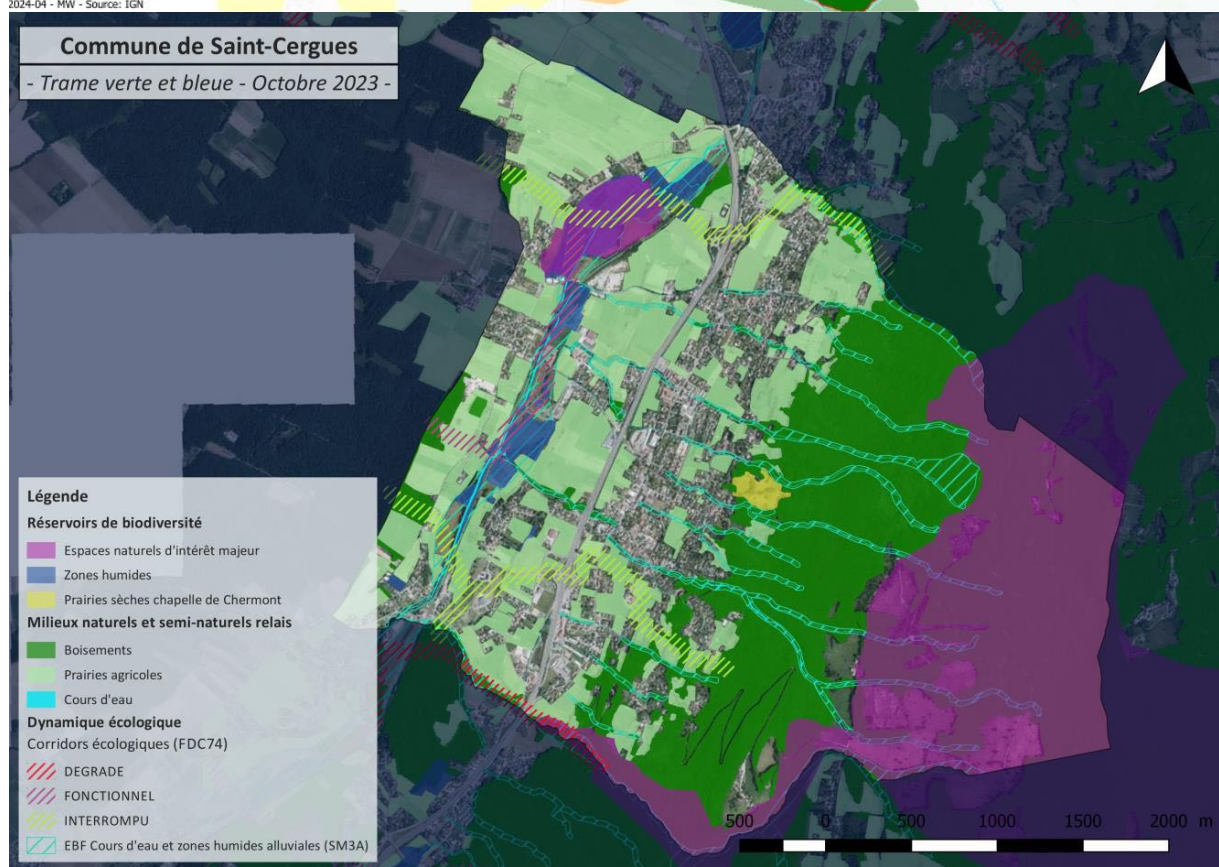
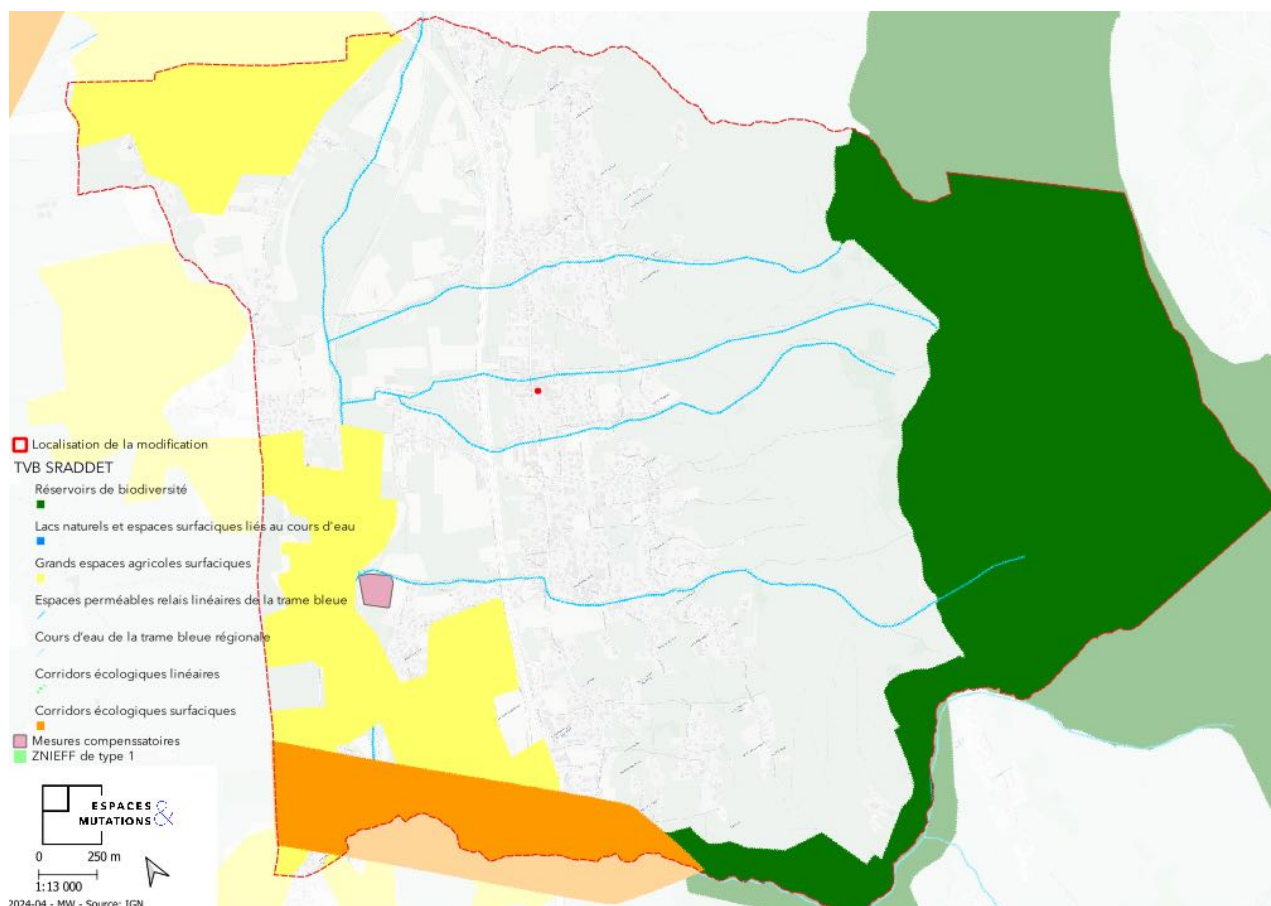
5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure

5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La loi Montagne s'applique en partie au territoire de Saint Cergues. Le secteur faisant l'objet de la modification simplifiée n'est pas soumis aux dispositions de la loi Montagne
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Il existe un site Natura 2000 « Massif des Voirons » qui est très éloigné du bâtiment concerné par la modification simplifiée.
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve instituée en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	PPR approuvé le 14 décembre 1998 Révision partielle du PPRi pour le Foron et le ruisseau de Laconay au lieu-dit « Les Vouards » approuvée le 29/07/2011.

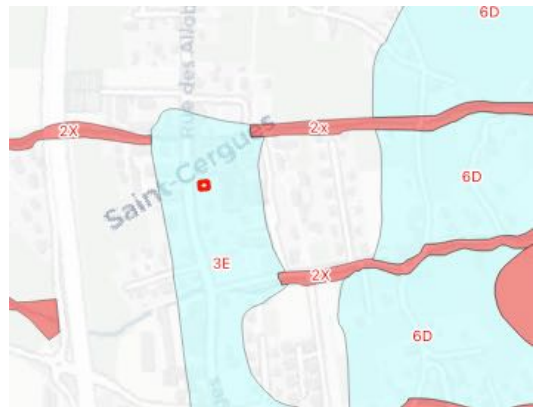
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune compte 2 sites couverts par un plan délimité des abords : <ul style="list-style-type: none"> - Dolmen dit La Cave ou Chambre aux Fées - Croix de chemin.
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	74ASTERS0251 Les Hutins Sud-Sud-Ouest / Marais de Lissoud 74ASTERS0581 Le Moulin des Marais Est et SE / N, NE et NW du point coté 526 m 74ASTERS1664 Le Tailleur Nord / Chez Draillant Ouest 74ASTERS1665 Les Hutins / Limite Nord du marais de Lissoud 74ASTERS0250 Moniaz Nord-Est / Les Champs Maigret 74ASTERS0251 Les Hutins Sud-Sud-Ouest / Marais de Lissoud Les zones humides sont très éloignées du bâtiment concerné par la modification simplifiée.
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<u>ZNIEFF DE TYPE I</u> : 74070003 820031578 Les Voirons et le ravin de Chandouze <u>ZNIEFF II</u> : 7407 820005230 Chainons occidentaux du chablais

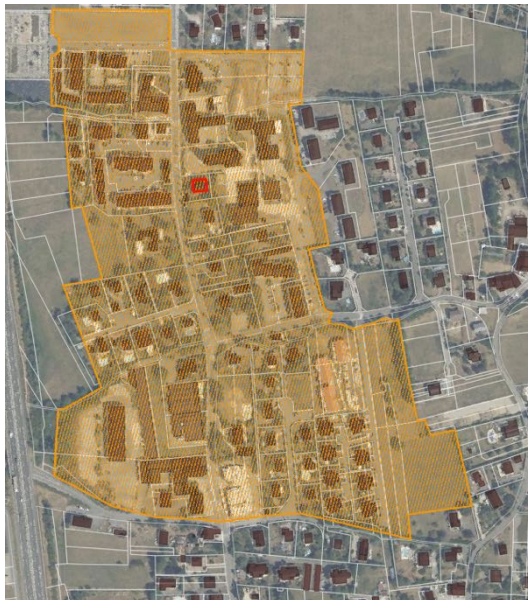
			Les ZNIEFF sont très éloignées des parcelles concernées par la modification simplifiée.
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	APPB017 Massif des Voirons Le site APPB est très éloigné des parcelles concernées par la modification simplifiée
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.



5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
--	-----	-----	------------------

Les dispositions de la loi montagne	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La loi Montagne s'applique en partie au territoire de Saint Cergues. Le secteur faisant l'objet de la modification simplifiée n'est pas soumis aux dispositions de la loi Montagne
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Secteurs de la MS4 en zone bleue du PPRn 
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :			
	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve instituée en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le bâtiment objet de la MS4 est inclus dans le PDA de la Croix de Chemin. Le projet de rénovation et extension sera soumis pour avis conforme à l'architecte des bâtiments de France.</p> 
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les ZNIEFF sont très éloignées de la parcelle concernée par la modification simplifiée.
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ;	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>APPB017 Massif des Voirons</p> <p>Le site APPB est très éloigné de la parcelle concernée par la modification simplifiée</p>

- un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code			
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'objet de la MS4 est d'admettre une possibilité d'extension pour le bâtiment repéré comme patrimonial n°38 de l'ancienne cure au titre de l'article L151-19.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?			
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non			
Si oui, précisez :			
La modification simplifiée n°4 est sans effet sur la prise en compte des nuisances dans le PLU.			

6. Auto-évaluation
<p>L'auto-évaluation doit identifier les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et expliquer pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.</p> <p><i>Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).</i></p> <p>Se référer à l'additif au rapport de présentation.</p> <p>6.1. La susceptibilité d'affecter significativement un site Natura 2000 La MS4 n'est pas susceptible d'affecter le site Natura 2000 des Voirons. La modification simplifiée n°4 traite uniquement du bâtiment patrimonial n°38 situé au cœur du centre bourg.</p> <p>6.2. La procédure a-t-elle des incidences sur les milieux naturels et la biodiversité ? L'ensemble des modifications, comme décrit ci-dessus ne porte pas sur des surfaces soumises à zonage environnemental. La modification simplifiée n°4 n'est pas susceptible d'induire d'incidences nouvelles sur les milieux naturels et la biodiversité.</p> <p>6.3. La procédure a-t-elle des incidences sur une zone humide ? Les évolutions envisagées dans le cadre de la modification simplifiée n°4 n'affecte aucune zone humide directement ou indirectement.</p>

6.4 La procédure a-t-elle des incidences sur l'eau potable ?

Le secteur UE du PLU est desservi par le réseau AEP, avec une canalisation de diamètre 100 mm.

S'agissant de la ressource en eau, nous ne disposons pas de données actualisées depuis la révision générale. Toutefois, il est possible d'indiquer que de nombreux permis de construire pour des logements nouveaux ont été délivrés sans difficulté par rapport à la capacité AEP. De même, le permis de construire du collège a été délivré sans restriction vis à vis de l'eau potable. On peut donc en conclure que les besoins en eau liée à une salle des mariages/salle du conseil +locaux associatifs/MJC +dojo ne sont pas un facteur limitant.

De plus, la modification simplifiée n°4 n'ouvre pas à l'urbanisation de nouvelles zones mais donne uniquement des possibilités d'évolution supplémentaire pour un seul bâtiment ; les besoins en eau de la zone UE sont donc quasiment inchangés. Rappelons que la zone UE est déjà constructible.

6.5 La procédure a-t-elle des incidences sur la gestion des eaux pluviales ?

Le règlement de la zone UE du PLU impose de gérer les eaux pluviales à l'échelle de l'opération et de prévoir les dispositifs de rétention des EP. Les études de dimensionnement de l'ouvrage de rétention sont en cours dans le cadre du projet et apporteront les réponses techniques pour la gestion des eaux pluviales.

Toutes les prescriptions relatives aux eaux pluviales sont disposées dans les annexes sanitaires du PLU.

La modification simplifiée n°4 n'apportent aucun changement dans les règles relatives à la gestion des EP ; cette procédure est donc sans effet sur la gestion des eaux pluviales à l'échelle du document d'urbanisme.

6.6 La procédure a-t-elle des incidences sur l'assainissement ?

Le centre bourg de Saint-Cergues est desservi par le réseau EU. Le bâtiment est desservi par un réseau de diamètre 200 mm.

Les EU sont dirigées vers l'usine de dépollution des eaux Ocybèle à Gaillard. Les travaux d'extension et de remise à niveau de l'usine de dépollution des eaux Ocybèle sont en cours, avec une fin des travaux prévue pour 2025. L'usine de dépollution des eaux sera donc mise à niveau quand le projet sera réalisé.

La modification simplifiée n°4 est sans effet sur l'assainissement dans la mesure où il n'y a pas de nouvelles zones ouvertes à l'urbanisation ; les réseaux et l'Udep seront suffisants lors de la réception des travaux de la Cure. Les règles relatives à l'assainissement ne sont pas modifiées.

6.7 La procédure a-t-elle des incidences sur le paysage ou le patrimoine bâti ?

La modification simplifiée n°4 donne la possibilité de réaliser une extension pour le bâtiment patrimonial n°38 qui est l'ancienne cure de la commune. C'est un bâtiment communal, qui fait l'objet d'un projet porté par la commune pour y accueillir des équipements et services d'intérêt collectifs, notamment la maison des jeunes. La maison des jeunes existante ayant été démolie dans le cadre de la construction du collège. Le bâtiment étant inclus dans le plan délimité des abords de la croix de chemin, le projet sera soumis à l'avis conforme de l'ABF, garantissant un projet respectueux du caractère patrimonial du bâtiment.

6.8 La procédure concerne-t-elle des sols pollués, a-t-elle des incidences sur les déchets ?

Aucun site Basol ou Basias n'est concerné par la modification simplifiée n°4 du PLU. La procédure n'affecte également aucune ICPE du territoire.

La modification simplifiée n°4 n'est pas de nature à augmenter les volumes de déchets.

6.9 La procédure a-t-elle des incidences sur les risques et nuisances ?

Le bâtiment patrimonial n°38, objet de la MS4, est en zone bleue du Plan de Prévention des Risques (PPRn). Le secteur est soumis au règlement E3 du PPR qui correspond à une zone exposée à des débordements torrentiels potentiels / aléa faible.

Une partie des espaces non bâtis seront traités en pelouse ou espace vert pour limiter le ruissellement.

La majorité des arbres et haies existantes sont conservées. De nouvelles plantations sont prévues.

La modification simplifiée n°4 tient compte des risques et des nuisances.

6.10 La procédure a-t-elle des incidences sur l'air, l'énergie, le climat ?

La procédure de MS4 ne change pas le parti d'aménagement du PLU.

Concernant le trafic : s'agissant d'un équipement de rayonnement local, le trafic induit va être limité.

La salle des mariages et la salle du conseil sont actuellement dans le bâtiment de la mairie qui se trouve à quelques dizaines de mètres. Ainsi ces fonctions ne vont pas modifier la fréquentation du secteur.

Pour la MJC et les locaux associatifs, les usagers principaux sont des enfants et les habitants de la commune de Saint-Cergues ; aussi l'implantation de ces locaux au cœur du village est de nature à induire une fréquentation par des modes actifs. Les locaux seront à quelques pas du groupe scolaire, c'est donc une implantation favorable pour limiter les déplacements des enfants.

De plus, le PLU de la commune de Saint-Cergues prévoit l'essentiel de l'accueil de logements dans le centre bourg ; ainsi les habitants sont au plus près de l'offre.

Nuisance sonore : le projet respectera les prescriptions d'isolement acoustique lié au classement sonore de la RD 1206 et la réglementation en vigueur.

Inclusion de principes bioclimatiques : la présente modification simplifiée n°4 du PLU n'a pas prévu de modifier le règlement sur ce point. Une OAP Climat Energie est en cours d'élaboration à l'échelle de l'agglomération. La commune est sensibilisée à ce sujet. Ces préoccupations Climat/Energie seront traitées dans le cadre de la révision du PLU en cours.

Enfin, rappelons que la modification simplifiée n° 4 du PLU concerne une souplesse de règlement accordée à un seul bâtiment dans la zone UE qui est constructible uniquement à des fins d'équipements publics ou d'intérêt collectif. La réhabilitation lourde de ce bâtiment de l'ancienne cure présente un véritable intérêt général pour la commune en permettant d'accueillir les usagers de la mairie dans de meilleures conditions et en proposant de nouveau des locaux aux associations et MJC qui ont vu leurs locaux démolis dans le cadre de la construction du collège. Enfin le projet permet de réhabiliter et proposer une nouvelle fonction à un bâtiment communal, actuellement en très mauvais état et sans fonction, alors qu'il est situé au cœur du bourg.

7. Autres procédures consultatives

7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées

Juin 2024

7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

7.3 Procédure de participation du public envisagée

- enquête publique

☒ Oui ☐ Non

- participation du public par voie électronique

☐ Oui ☒ Non

- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures

☐ Oui ☒ Non

Si oui, préciser lesquelles

//

- autre, préciser les modalités

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

8. Annexes

8.1 Annexes obligatoires

1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (rubrique 2.5).	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation (rubrique 6)	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant

Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus
Gabriel DOUBLET, maire de Saint Cergues (personne publique responsable)

Fait à	Saint Cergues	le,	12/06/2024
Nom	DOUBLET	Prénom	Gabriel
Qualité	Maire de Saint Cergues		

Signature

